

PERSONNELS

PPCR : malgré le report, certaines mesures entrent en vigueur

Le rétablissement du jour de carence n'est qu'un élément parmi l'ensemble des mesures concernant les fonctionnaires, qui sont, pour le moins, mal perçues par les syndicats d'enseignants. Dans ce « paquet », selon le mot de Stéphane Crochet, secrétaire général du SE-UNSA, il faut aussi compter le retour du gel du point d'indice et le report d'un an des mesures de revalorisation dans le cadre du protocole PPCR (parcours professionnels, carrières et rémunération). Ce report s'inscrit, pour Bernadette Groison, secrétaire générale de la FSU, dans le cadre d'une « stigmatisation des fonctionnaires ». Stéphane Crochet précise cependant que tout n'est pas reporté dans le PPCR : le « transfert primes-points », soit l'intégration des primes au salaire, qui était prévu au 1^{er} janvier 2018, est bien remis à 2019, mais d'autres mesures commencent à s'appliquer. Il s'agit notamment de la création, pour les enseignants, de la « classe exceptionnelle », qui a été finalement débloquée avec effet rétroactif au 1^{er} septembre et dont une

montée en charge progressive reste programmée sur cinq ans, pour atteindre 10 % des effectifs totaux. Cette première étape, en cours, touche environ 1,8 % des effectifs enseignants. Par ailleurs, d'autres mesures « commencent à se matérialiser », comme le classement dans de nouvelles grilles de carrière, qui se traduit pour certains agents par un changement d'échelon immédiat. Stéphane Crochet cite aussi la mise en place, bien que « tardive », des rendez-vous de carrière (trois sont prévus dans une carrière), dont les notifications sont actuellement transmises aux enseignants concernés. Malgré l'obtention, annoncée le 10 octobre, de la compensation pour les fonctionnaires de la hausse de la contribution sociale généralisée (CSG), ces mesures interviennent dans un contexte de fort scepticisme. « Nous ne sommes rassurés sur rien, nous ne croyons que ce que nous voyons », souligne Stéphane Crochet. Bernadette Groison répète que, sur le PPCR, « la parole de l'Etat a été bafouée » et « la confiance est cassée ». « D'entrée de jeu, déplore-t-elle, le gouvernement a décidé de ne pas s'appuyer sur la fonction publique ». Les syndicats de fonctionnaires doivent se rencontrer à la fin novembre pour décider d'éventuelles nou-

velles actions qui feraient suite à la journée d'action unitaire du 10 octobre.